

سكزيه الاميل

# Le rapatriement des Français du Vietnam a commencé

LIRE PAGE 18

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 50 c. et 1 dollar, 2,75 fr. ; Espagne, 22 pes. ; États-Unis, 10 c. ; France, 10 fr. ; Grèce, 100 dr. ; Inde, 40 rs. ; Italie, 200 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Roumanie, 2 lei. ; Royaume-Uni, 10 p. ; S.A., 65 esc. ; Yougoslavie, 10 d. din. Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 08  
C.C.P. 4287-23 Paris  
Téléx Paris no 63572  
Tél. : 770-91-29

## Sans que le gouvernement puisse s'y opposer

### LA CROISADE

Braga, Fafe, Famalicão, Porto, Viana : l'insurrection anticomuniste se propage rapidement dans le centre et le nord du Portugal. Les garnisons locales, composées de soldats originaires des villes et des bourgades en colère, ne souhaitent pas intervenir. Les maigres éléments du Copcon dépêchés tardivement par Lisbonne ne semblent pas en état de s'opposer à une violence croissante qui rejette déjà dirigeants et militants régionaux du parti communiste dans une semi-clandestinité.

L'insécurité gagne la direction du P.C.P. à Lisbonne. De manière significative, c'est dans une lanterne banalisée ouverte que M. Alvaro Cunha a convoqué la presse dimanche afin de lancer un appel à l'unité avec les socialistes face au danger d'une possible action contre-révolutionnaire.

L'Église catholique, qui murmurait dans l'ombre contre le nouveau régime depuis quinze mois, a exhorté dès la tête de cette croisade anticomuniste. A Braga, l'archevêque Da Silva, salazariste convaincu, prêtait d'un air sage, qui assimile encore les idées libérales au Malin, n'a pas hésité à lancer les fidèles à l'assaut des permanences communistes.

À la différence de l'Église espagnole, en majorité agnoste à l'égard de la hiérarchie pontificale, elle a été renforcée dans ses certitudes. Elle a donné un ferme soutien au salazarisme, approuvé les guerres coloniales et maintenu un pays, officiellement catholique à 80 %, dans un climat feutré et hostile à toute réforme. L'évêque de Porto, Mgr Ferreira Gomes, qui avait fait figure d'opposant à Salazar, a lui aussi rallié la nouvelle opposition.

Le terrain, il est vrai, est très favorable. Le Nord et le Centre, régions de petites propriétés, de paysans-ouvriers attachés à leurs coutumes et à leurs modestes champs, sont restés par les perspicaces de collectivismes flamboyant brandies à Lisbonne. Les militaires, qui s'étaient mis en tête de dynamiser culturellement les campagnes arrières et sous-développées, ont dû, après quelques succès initiaux, affronter l'hostilité de populations qui assimilent le M.F.A. au communisme redouté.

Le P.C.P., qui avait réussi à maintenir son appareil clandestin pendant les cinquante ans de salazarisme, a sous-estimé les résistances de la campagne à une révolution dont les précipitations et les erreurs lui sont aujourd'hui totalement imputées. Affaire de « République », contrôle de la station de l'évêché « Radio-Renaissance », mainmise sur les syndicats, infiltration dans les municipalités et l'appareil d'État, boycottage de la presse : dans bien des cas, les « hérauts » ont été précédés d'opérations gauchistes que le P.C.P. a cru devoir entreprendre pour ne pas être dépassé. Callant étroitement au M.F.A. depuis le 25 avril 1974, il paie aujourd'hui et cette attitude et sa volonté bien arrêtée d'étendre son influence dans tous les domaines. Pour conquérir le pouvoir ou pour occuper des positions dans la perspective d'une éventuelle offensive anticomuniste ? La réponse à cette question n'aura bientôt plus de sens. Il est vain également de reprocher au parti communiste d'avoir tant tardé à dénoncer les permanences communistes. La fureur qu'il a nié indirectement contribuer à déclencher est manifestement exploitée aujourd'hui par des groupes organisés liés au régime disparu et qui s'efforcent de provoquer la chute du gouvernement.

La logique de la croisade anticomuniste débouche sur la chasse aux sorcières. Après le parti communiste et son allié, le Mouvement démocratique portugais, les petites formations de la gauche socialiste risquent d'être visées, et par conséquent, après eux, les socialistes et les centristes, dont le programme est jugé « marxiste » par les évêques intrigistes ? Les bûchers de Braga illuminent le fossé qui sépare les deux Portugal.

## Les violences anticomunistes se multiplient au Portugal

### Les socialistes français acceptent une rencontre avec le P.C.F.

La tension monte dans le nord du Portugal, où de nouveaux affrontements ont eu lieu lundi soir 11 août entre manifestants catholiques et militants communistes. A Braga, la toute, que l'armée avait contenue la veille, a brulé les permanences du P.C.P. et du M.D.P. (Mouvement démocratique portugais). Assiégés, les communistes ont tiré à plusieurs reprises avant d'être évacués sous la protection des militaires. Des affrontements se sont également produits à Vila-Verde et Tondela. A Vieu, une manifestation de soutien aux signataires du document Antunes, organisée par le parti populaire démocratique, s'est terminée, lundi soir, par de graves incidents qui ont fait un mort et une dizaine de blessés. Au total, une soixantaine de personnes ont été blessées — dont certaines grièvement — depuis un semaine. Près de cinquante permanences communistes ont été détruites.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

## Les États-Unis opposent leur veto à l'admission des deux Vietnams à l'ONU

Les États-Unis ont opposé leur veto, lundi 11 août, à l'admission aux Nations unies des deux États vietnamiens. Les candidatures de Saïgon et de Hanoï étaient soumises au Conseil de sécurité, qui, selon la charta, vote une recommandation destinée à l'Assemblée générale, qui décide de l'admission des nouveaux membres.

Dans une déclaration commune, les ambassadeurs des deux Vietnams, qui disposent d'un siège d'observateur à l'ONU, ont déclaré que les arguments avancés par les États-Unis pour justifier leur veto sont « illogiques, absurdes et injustifiables ».

De notre correspondant

Nations unies. — Motivant le veto de son gouvernement à l'admission des Nations unies du Vietnam du Nord et du Vietnam du Sud, M. Daniel Moynihan, le nouveau représentant permanent des États-Unis, a déclaré que son pays s'opposera toujours à une « universalité sélective » des Nations unies, ce qui était une allusion à la décision de la majorité du Conseil (composé de pays communistes et afro-asiatiques) de ne pas examiner la demande d'admission de la Corée du Sud, déposée presque en même temps que les candidatures de Hanoï et de Saïgon.

Les résolutions recommandant l'admission de la République du Vietnam du Sud et de la République démocratique du Vietnam ont été adoptées par neuf membres du Conseil : Union soviétique, Chine, Biélorussie, Guyane, Irak, Mauritanie, Comores, Tanzanie et Cuba. Les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon, tout en regrettant que la demande d'admission formulée par le gouvernement de la Corée du Sud n'ait pas été examinée, ont voté pour l'admission des deux Vietnams. Les deux résolutions ont obtenu 15 voix contre une, celle des États-Unis, une abstention (Costa-Rica). Les auteurs des deux résolutions ont exalté la longue lutte du peuple vietnamien et érigé la conception américaine du « Package Deal », selon laquelle l'admission des deux Vietnams devrait être subordonnée à l'admission simultanée de la Corée du Sud. Plusieurs pays qui ne siègent pas au Conseil de sécurité, notamment tous les pays de l'Europe orientale (sauf l'Albanie), ainsi que Cuba, l'Algérie et la Guinée, ont plaidé la cause de l'admission des deux Vietnams et critiqué la conception américaine.

PHILIPPE BEN

(Lire la suite page 4.)

## LISBONNE : qui l'emportera ?

Qui l'emportera des trois généraux qui triomveront mis en place pour commander les troupes du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'État, conciliateur décevant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique d'« ouverture » vers l'autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quinze jours, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenu par le gauchisme soucieux de ne perdre aucune amitié politique, disposé de la force de frappe du M.F.A. ; commandos, paras et blindés du Copcon ?

Civiles ou militaires, les directions collégiales ne durent que le temps nécessaire à l'affrontement des personnalités, au dosage et à l'appréciation des rapports de forces. Moins d'une semaine après sa formation, le triumvirat portugais offre d'abord le spectacle de ses divergences. Elles ne tiennent pas seulement aux personnalités des triumvirs. Elles retiennent les aspects multiples, complexes, échangés d'une crise provoquée par une volonté de rupture presque totale, dans tous les domaines, après un immobilisme, lui aussi presque total, de près d'un demi-siècle.

Les rapports personnels entre les trois généraux installés sur le pouvoir par l'assemblée générale du M.F.A. sont un élément de la lutte pour le pouvoir absolu. Les forces sociales, politiques et militaires, les espoirs ou les haïnes qu'ils personnifient, en sont un autre, non moins déterminant.

Des trois, le général Vasco Gonçalves est le plus convaincu et le plus sincère, le plus dévoué à sa cause, le plus passionné, intraitable, un Saint-Jean en uniforme, malgré et tourné vers le « Pas de liberté pour les chaînes de la liberté ». Un missionnaire prêt à sacrifier des hommes pour le triomphe d'une idée, le peuple. On a dit qu'il avait la foi ardente des néophytes. C'est faux : en 1961, Gonçalves complétait déjà au risque de sa vie, contre Salazar, aux côtés de militants du P.C., ou de « extrêmes gauches », qui se rapprochaient de lui, le parti communiste portugais, ce

qui l'emportera des trois généraux qui triomveront mis en place pour commander les troupes du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'État, conciliateur décevant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique d'« ouverture » vers l'autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quinze jours, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenu par le gauchisme soucieux de ne perdre aucune amitié politique, disposé de la force de frappe du M.F.A. ; commandos, paras et blindés du Copcon ?

Qui l'emportera des trois généraux qui triomveront mis en place pour commander les troupes du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'État, conciliateur décevant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique d'« ouverture » vers l'autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quinze jours, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenu par le gauchisme soucieux de ne perdre aucune amitié politique, disposé de la force de frappe du M.F.A. ; commandos, paras et blindés du Copcon ?

Qui l'emportera des trois généraux qui triomveront mis en place pour commander les troupes du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'État, conciliateur décevant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique d'« ouverture » vers l'autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quinze jours, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenu par le gauchisme soucieux de ne perdre aucune amitié politique, disposé de la force de frappe du M.F.A. ; commandos, paras et blindés du Copcon ?

Qui l'emportera des trois généraux qui triomveront mis en place pour commander les troupes du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'État, conciliateur décevant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique d'« ouverture » vers l'autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quinze jours, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenu par le gauchisme soucieux de ne perdre aucune amitié politique, disposé de la force de frappe du M.F.A. ; commandos, paras et blindés du Copcon ?

Qui l'emportera des trois généraux qui triomveront mis en place pour commander les troupes du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'État, conciliateur décevant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique d'« ouverture » vers l'autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quinze jours, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenu par le gauchisme soucieux de ne perdre aucune amitié politique, disposé de la force de frappe du M.F.A. ; commandos, paras et blindés du Copcon ?

Qui l'emportera des trois généraux qui triomveront mis en place pour commander les troupes du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'État, conciliateur décevant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique d'« ouverture » vers l'autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quinze jours, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenu par le gauchisme soucieux de ne perdre aucune amitié politique, disposé de la force de frappe du M.F.A. ; commandos, paras et blindés du Copcon ?

Qui l'emportera des trois généraux qui triomveront mis en place pour commander les troupes du M.F.A. ? Costa Gomes, le chef de l'État, conciliateur décevant qui pousse le sens du compromis jusqu'à préconiser une politique d'« ouverture » vers l'autre, radicalement différente ? Vasco Gonçalves, le premier ministre, usé par douze mois de pouvoir, le dos au mur, défendu par un parti communiste qui s'interroge pourtant, depuis quinze jours, sur l'opportunité de ce soutien inconditionnel ? Otelo de Carvalho, le prétorien tenu par le gauchisme soucieux de ne perdre aucune amitié politique, disposé de la force de frappe du M.F.A. ; commandos, paras et blindés du Copcon ?

## PARIS : comment exporter le programme commun ?

Nous ne laisserons pas massacrer nos frères, qu'ils soient ou non communistes. Nous espérons ne pas être les seuls dans ce combat », avait déclaré, le 8 août, M. Georges Marchais en exprimant son inquiétude devant la tournure des événements au Portugal. Cette déclaration, annoncée par le journal communiste, a été déjà la solennelle prise de position du bureau politique du P.C.F. sur « la violence anticomuniste » dont est victime le P.C.P. La direction du parti communiste cherche à mobiliser ses partenaires du programme commun, les socialistes et les radicaux

de gauche, mais en appelle aussi à tous les travailleurs, à tous les démocrates et, en particulier, aux chrétiens, nombreux au P.S. Au point où en sont les choses au Portugal, la démarche du P.C.F. ne saurait se réduire à une perpétuelle suppléance dans les rapports difficiles des formations de la gauche française, à cause notamment des divergences d'appréciation sur le Portugal. Il ne s'agit pas seulement de marquer un point ou de se placer dans une situation avantageuse ; l'échec du pouvoir révolutionnaire sur les bords du Tage ne servirait ni le P.C. ni le P.S.

L'alliance de ces deux partis, dans le cadre national, continue de souffrir des divergences nées de leurs solidarités internationales respectives. Cette solidarité n'a jamais cessé d'être affirmée, comme le prouve l'intervention du P.C. d'un côté, et les récentes déclarations du bureau exécutif du P.S., ainsi que les commentaires de M. Pierre Mauroy après son séjour à Lisbonne, de l'autre. M. Mitterrand ne participe-t-il pas personnellement à un groupe de travail constitué par les partis socialistes européens, pour manifester concrètement leur soutien au socialisme démocratique du Portugal ? On constatera au passage que M. Mario Soares, secrétaire du P.S.P., a mieux réussi que son collègue communiste M. Cunha à déclencher un mouvement international de solidarité.

ANDRÉ LAURENS

(Lire la suite page 3.)

## BRAGA : l'exorcisme

De notre envoyé spécial

Braga. — Maintenant c'est fait. Par le feu et par l'eau, par l'insulte et par la haine. Braga la blanche et exorcisée ses démons communistes. Sur la place du Champ-des-Vignes, les pompiers volontaires arrosent sans conviction les ruines de ce qui fut le local du parti communiste portugais ; assésés dimanche matin, près d'un midi, détruit lundi soir. Vingt-quatre heures pour en arriver là, une petite journée d'attente pour voir des gamins fouiller avec un bâton les cendres

à la recherche d'un trophée ou frapper à coups redoublés sur une vieille bagnoire nichée plantée là, désolée, au milieu de la chaussée. A droite sur la place, les badauds, quelques centaines, les yeux enroués par des restes de gaz lacrymogènes, n'ont l'air perplexe que contentement autour de la carcasse calcinée d'une voiture et commentent le malheur du propriétaire : une grande lacrymogène me! piécée...

PIERRE GEORGES

(Lire la suite page 2.)

## La République Sud-Africaine au point de non-retour

De notre envoyé spécial

PHILIPPE DEGRAENE

La décision annoncée à Kinshasa par M. Giscard d'Estaing de suspendre certaines ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud suscite les commentaires de plusieurs États africains, dont le Kenya et l'Ouganda, qui le jugent trop tardive ou insuffisante. Le porte-parole au Sénégal des nationalistes de Nambie (SWAPO) y voit même « un baiser de Judas ». En revanche, d'autres États, dont la Mauritanie, expriment leur satisfaction.

Le France donne ainsi le sentiment de vouloir infléchir son attitude pour le rapprocher de celle des puissances occidentales qui imposent un strict embargo à Prétoria, au moment où l'Afrique du Sud, elle-même, comme l'expose Philippe Decraene, est à la veille de profondes mutations.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

Le « document Melo Antunes », qui continue, d'autre part, d'être discuté dans les unités, paraît recueillir l'adhésion d'une large majorité. Seuls trois régiments de la région de Lisbonne auraient dit non à l'adhésion.

## I. — L'« apartheid » en question

De notre envoyé spécial

PHILIPPE DEGRAENE

Certes, les dirigeants de Prétoria n'ont pas renoncé au système d'« apartheid », pour lequel ils préfèrent, quant à eux, employer l'expression de « développement séparé ». C'est sur son maintien, qualifié de fort irréaliste, que continue de reposer tout l'édifice politique, économique et social sud-africain. Parfaitement fonctionnel, rigoureusement codifié, « apartheid » ne laisse au hasard aucun secteur de la vie quotidienne : travail, habitat, transport, loisirs. Toutefois, ses lois, toujours en vigueur, sont de plus en plus fréquemment violées, notamment en ce qui concerne l'« apartheid mesquin » et le petit « apartheid », malgré les réticences des éléments les plus conservateurs de la population blanche.

Les raisons de cette évolution sont fort différentes. « Le maintien de l'« apartheid » dans son intégralité implique tant de subtilités que son aspect idéologique est éclipsé par ses aspects pratiques », nous dit un banquier d'origine africain. « On en juge par cet exemple : un dîner regroupant des personnes de races différentes est organisé par un hôtel de Lansdowne, banlieue résidentielle méridionale de la ville du Cap ; après demande — aujourd'hui théorique — d'une autorisation préalable, il n'y a pas

de difficulté particulière ni pour le couple invitait, ni pour les autres couples invités, ni pour l'étranger blanc de passage.

mission départementale des antiquités. Sans que l'on puisse douter de sa dévotion à l'Église ni de sa foi, il est est ordonné prêtre en 1884 et laissent installés. Le présent nous paraissait si pauvre et le passé si riche », dit-il dans son discours de réception à l'academia de Rouen. Atteint en 1845 d'une sorte de dépression nerveuse, il doit abandonner tout ministère vraiment actif, et seules de nouvelles découvertes archéologiques, dans la région, réussissent à le remettre sur

GENEVIÈVE BREERETTE

# LA SITUATION

## Lisbonne : qui l'emportera ?

(Suite de la première page.)

Le général Costa Gomes a été surnommé « le Bonhomme » par les Portugais. Timide, discret, effaçé, parlant d'une voix douce, ayant horreur des cris et de la violence, peu doué pour la harangue, fidèle à ses amis de gauche comme de droite, le président de la République a en effet réussi un tour de force, même au Portugal, où il a servi Salazar puis Caetano jusqu'à l'avant-veille du 25 avril 1974. Sa brève et modeste révolte contre un gouvernement à l'agonie lui a valu d'être choisi comme co-porte-parole du M.F.A., avec son ami le général Spínola, par les jeunes « capitaines », qui n'osent pas franchir le Rubicon sans la caution d'un supérieur. Numéro un de la hiérarchie militaire le 25 avril 1974, il l'est resté parce que son homogénéité

aurait, aux yeux des militaires, signifié la rupture d'une institution à laquelle ils sont, pour la plupart, encore fermement attachés. Cette position d'arbitre intouchable — du moins pour le moment — est une grande force alors que le pays est déchiré, que les passions grandissent et que les tensions s'aiguisent au sein même du M.F.A.

Le général Costa Gomes redoute les colères de Gonçalves. Il admire l'officier « résistant ». Son analyse du rapport des forces, la semaine dernière, lui a permis d'approuver le maintien du premier ministre. Mais Costa Gomes est un modéré, pro-occidental depuis toujours, bien plus « à droite » que les plus « modérés », des militaires ayant signé le document Melo Antunes contre le P.C. et contre la social-démocratie.

A New-York, l'automne dernier, à Helsinki, il y a dix jours, il a fait l'apologie de la « démocratie pluraliste ». De mai à septembre 1974, il a approuvé la ligne « droitière » en Afrique, général Spínola, qui recherchait des accords avec les Etats-Unis et le Zaïre pour décoloniser l'Angola en douceur. Il approuve aujourd'hui la résolution de l'Union nationale du M.F.A. (et sur ce point le major Melo Antunes n'est pas en retrait, bien au contraire, qui n'enfend pas abandonner l'Angola aux intérêts africains et étrangers conjugués. S'il a dit oui au général Gonçalves, qui réclame l'expulsion du Conseil de la révolution des neuf signataires du document Melo Antunes, il a fait savoir aux « coupables » qu'il ne les désapprouvait pas. Et, demain, l'approbation massive du document Melo Antunes par les unités militaires modifiera le rapport de forces, il n'aurait aucun mal à réviser son jugement, avec prudence et modération.

par une « aïe marchante » de plus en plus « minoritaire » et active. D'autres officiers sont sur les rangs : Fabio, le chef d'état-major de l'armée, un poste-clé, Fabio le tacticien, que les diplomates en poste à Lisbonne s'évertuent en vain à faire parler au cours de leurs dîners : Rosa Coutinho, « l'amiral rouge », comme l'appelle Spínola, qui l'aurait détesté dès la première réunion de la Junta de salut national, en mai 1974, séduisant, l'esprit vif, ayant été venu à la politique après le 25 avril et ayant trouvé son chemin de Damas en Angola : le vice-amiral Pinheiro de Azevedo, chef d'état-major d'une marine qui est le bras droit de l'armée, et ayant été nommé directeur du parti socialiste. Dimanche dernier, la commission nationale du P.S.P. a examiné à huis clos un document politique signé par six militaires dont deux membres de la commission nationale. Le document reproche au comité directeur « un alignement objectif du parti sur le bloc conservateur » et un « isolement progressif par rapport aux forces de gauche ». En avril dernier déjà, une critique du comité directeur du P.S.P. avait été rédigée mais non publiée par des membres dirigeants du parti de Mario Soares. Le prestige et la personnalité de ce dernier sont si élevés que son audience personnelle auprès des dirigeants socialistes européens si forte, qu'une remise en cause de l'actuelle direction est improbable. Mais Mario Soares peut parfaitement influencer ses positions et se rallier officiellement à la « troisième voie » du major Melo Antunes.

### L'arme du Copcon

Les revirements du général Otelo de Carvalho ont, en revanche, le tracé de la nouvelle ligne, homme d'action, stratège, baroudeur. Costa Gomes est diplômé de mathématiques, et Gonçalves de fait des études d'ingénieur. Le hobby du commandant du Copcon, c'est le théâtre. Ouvert à toutes les idées, à tous les courants gauchistes, « la condition qu'il se soit en termes de la révolution », le général de Carvalho croit à l'« alliance du peuple et du M.F.A. ». Intelligent, il a déjà médité la leçon de la « condition de Grenoble » que les manifestants anti-communistes de Porto lui ont infligée la semaine dernière. Il a compris que le Copcon était une arme à double tranchant.

Les M.R.P.P., mouvement pour la réorganisation du prolétariat, maoïste, et d'autres courants gauchistes ont aisément éliminé les manifestants anti-communistes de Porto lui ont infligée la semaine dernière. Il a compris que le Copcon était une arme à double tranchant. Les M.R.P.P., mouvement pour la réorganisation du prolétariat, maoïste, et d'autres courants gauchistes ont aisément éliminé les manifestants anti-communistes de Porto lui ont infligée la semaine dernière. Il a compris que le Copcon était une arme à double tranchant.

## BRAGA : l'exorcisme

(Suite de la première page.)

Les soldats du régiment de cavalerie de Porto sont encore intervenus lundi matin ; trop tard pour empêcher les manifestants d'attaquer à nouveau cette fois, malgré les pleurs de chasse des militaires assésés. Ils réussissent à mettre le feu ; suffisamment tôt pour dégager le quinzaine de militants pris au piège et les évacuer sur Porto sous la protection des fusils-mitrailleurs.

Opération d'évacuation manquée à bûcher ou l'ivresse de la violence ? La chasse aux communistes va continuer. Tout fier de sa formule, un homme, un enseignement, dira plus tard : « Au moins non, il n'y avait pas de raison que ça s'arrête. Les communistes ici nous les connaissons bien, nous en avons même trois sortes : les communistes numéros 1, ceux du P.C.P., les numéros 2, ceux du M.O.P.-C.O.E., et les numéros 3 ceux de l'intersyndicale. »

Il reste donc à « s'occuper » des numéros 2 et des numéros 3. Lundi, en début d'après-midi, une troupe de jeunes gens scandent ces simples mots : « Mort aux communistes 1 », arrive devant les bureaux de l'intersyndicale, avenue Principal. C'est ici que, le veille, des milliers de paysannes du « peuple chrétien » chantaient l'Ave Marie pour dénoncer le totalitarisme. C'est là que lundi soir les jeunes filles de la ville viendront « faire les belles », sans trop de succès d'ailleurs tant les jeunes gens leur prétendent aujourd'hui les événements.

### La complaisance des soldats

Très vite, la maison vide est prise d'essouffement, les portes sont entrouvertes, les fenêtres brisées. Meubles et documents sont jetés dans la rue, plâtrés, enlaminés. Le drapeau rouge arraché et déchiqueté est remplacé par une pancarte aux lettres mélangées : « Morie ao Vasco ! » (mort à Vasco Gonçalves). Pile, on essaie de mettre le feu, mais les commandos de Porto interviennent, relâchant des fusils-mitrailleurs en l'air et grenades lacrymogènes.

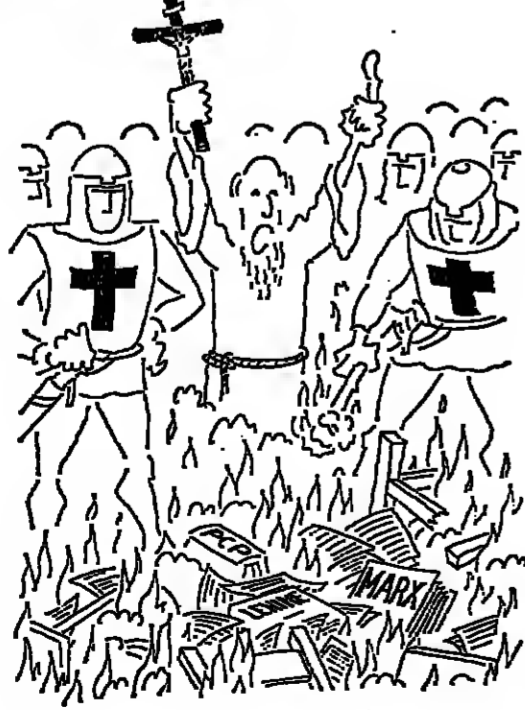
A 16 h. 30, retrouvailles rue Santa-Margarita, devant le « repaire » des communistes numéros 2. Le scénario est le même : effraction, destruction, incendie. Lundi soir, il n'y a plus de siège du M.O.P.-C.O.E. à Braga et des gamines proposent avec des mines de trafiquants de drogue leur butin : des mégotines de ce parti.

Enfin à 18 heures, pour être bien sûr de ne rien laisser, les manifestants se dirigent vers le parc municipal de Braga, une sorte de

Luna-Park du syndicalisme où, entre le stand du 1<sup>er</sup> mai et le piscine, l'intersyndicale organise depuis le 1<sup>er</sup> juin une exposition de livres et de revues marxistes et où, sur certains stands, sont vendus des marchandises, vêtements, petits meubles fabriqués par les ouvriers d'entreprise autogérées. Destruction, pillage, on brise ce qu'on ne peut voler. Cahots, devant un kiosque à musique, les livres sont empilés pour un autodés. Des enfants sautent avec des cris de joie au-dessus des femmes, sans savoir que ce n'est pas exactement cannel. Un peloton du régiment d'infanterie de Braga arrive. Ces soldates largement armés seront baignés tout à l'heure par leurs fusils-mitrailleurs et leurs mitrailleurs. « Pourquoi nous n'intervenons pas ? Nous sommes arrivés après. Et puis, nous ne voulons pas avoir à tirer car ce sont tous des gens de notre pays. » Un sergent effrime : « Nous sommes d'accord avec eux pour que le Portugal devienne une social-démocratie. Parce que le Portugal ne peut pas avoir un régime hostile à ceux des autres pays de l'Europe occidentale. »

La nuit, au hasard de ces rues, devant ces vitrines où, seule signée, vieilles de la révolution, se font face d'un magasin à l'autre les images pleuses et des revues qui le sont moins, le passant interrogé répond : « Pourquoi ? Mais parce que nous ne voulons pas de communistes et donc nous le démontrons. » Dans ces restaurants où l'on propose le caldo verde, le soupe verte, et des brochettes de poule, les dîners répondent : « Mais, parce que nous refusons les bandes armées communistes qui s'approprient les maisons et les pouvoirs. » Sur une place, devant cette croix maculée d'un immense P.C.P. rouge, un vieux homme assis sur un banc répond : « Mais parce qu'il faut la défendre. » Et devant les candres répandus sur le chausse-pied de la gare, un jeune homme s'explique : « Pourquoi nous n'intervenons pas ? C'est un parti communiste dit : « Mais parce qu'ils nous tiraient dessus et que nous avons décidé qu'il n'y avait plus de place pour un seul communiste dans tout le nord du pays. »

PIERRE GEORGES.



konk

(Dessin de Konk.)

miel temps par les activistes minoritaires de la caserne. Il se confie dans leurs fonctions militaires des généraux Charais et Pezarat, commandant respectivement les régions centre et sud du Portugal continental, exclus du document Melo Antunes, exclus du Conseil de la révolution par un triumvirat dont il est membre ! Otelo se trouve lui aussi, plus tôt que prévu, à l'heure des choix. Il est, pas prêt, il tempore, réfléchit, donne des gages aux uns et aux autres.

Ancien combattant de Guinée, tiers-mondiste convaincu, socialiste et social-démocrate, celui de l'Est comme celui de l'Ouest, il se sent proche, sur ce point, du major Melo Antunes et de Adversaire de la droite puissante, aux visages multiformes, qu'il devine eux seuls derrière la première vague de l'offensive anti-gonçalvisme, celle de la semaine dernière. Ce principe est vrai du haut en bas des instances du M.F.A. : commission de coordination politique, conseil national, conseil des Vingt, Conseil de la révolution, triumvirat. La liste est longue, depuis quinze mois, des bouleversements des structures du M.F.A., bouleversements décidés

Quel emportera ? Les conflits fœutés au sein du triumvirat ne sont pas toute la lutte pour le pouvoir. L'Assemblée du M.F.A., ces deux cent quarante officiers, sous-officiers et soldats des trois armées, cooptés plutôt qu'élus, peuvent aussi bien réviser la semaine dernière. « Qui l'a fait roi... » Ce principe est vrai du haut en bas des instances du M.F.A. : commission de coordination politique, conseil national, conseil des Vingt, Conseil de la révolution, triumvirat. La liste est longue, depuis quinze mois, des bouleversements des structures du M.F.A., bouleversements décidés

Quel emportera ? Les conflits fœutés au sein du triumvirat ne sont pas toute la lutte pour le pouvoir. L'Assemblée du M.F.A., ces deux cent quarante officiers, sous-officiers et soldats des trois armées, cooptés plutôt qu'élus, peuvent aussi bien réviser la semaine dernière. « Qui l'a fait roi... » Ce principe est vrai du haut en bas des instances du M.F.A. : commission de coordination politique, conseil national, conseil des Vingt, Conseil de la révolution, triumvirat. La liste est longue, depuis quinze mois, des bouleversements des structures du M.F.A., bouleversements décidés

national. Mais la réussite du plan Melo Antunes implique : 1° l'éloignement du général Vasco Gonçalves, défendu par ses « fidèles » militaires, le colonel Varel Gomes, le commandant Remiro Correia, de la 5<sup>e</sup> division de l'état-major ; le lieutenant Manuel Judas, chef de la commission du démantèlement de l'Armée, le colonel Spínola, le policier de Salazar ; tous des hommes apparemment peu enclins à passer la main ;

2° la définition d'une nouvelle ligne par le comité directeur du parti socialiste. Dimanche dernier, la commission nationale du P.S.P. a examiné à huis clos un document politique signé par six militaires dont deux membres de la commission nationale. Le document reproche au comité directeur « un alignement objectif du parti sur le bloc conservateur » et un « isolement progressif par rapport aux forces de gauche ». En avril dernier déjà, une critique du comité directeur du P.S.P. avait été rédigée mais non publiée par des membres dirigeants du parti de Mario Soares. Le prestige et la personnalité de ce dernier sont si élevés que son audience personnelle auprès des dirigeants socialistes européens si forte, qu'une remise en cause de l'actuelle direction est improbable. Mais Mario Soares peut parfaitement influencer ses positions et se rallier officiellement à la « troisième voie » du major Melo Antunes.

Intelligent, politique avisé, pragmatique, travailleur acharné, l'ancien ministre des affaires étrangères, plusieurs années aux yeux des militaires ; il est du cadre permanent, il a été l'un des fondateurs du M.F.A. et il avait des contacts avec les groupes de l'opposition démocratique bien avant la chute de Caetano. Mais le major Melo Antunes, peu soucieux de popularité, n'est pas un battant.

C'est le plus « politicien » des « dirigeants historiques » du M.F.A. et il ferait un excellent premier ministre... dit Mario Soares. Sans aucun doute. Et le ralliement de la majorité du M.F.A. au plan Melo Antunes à égale distance des « excès bureaucratiques du P.C.P. » et des « illusions social-démocrates du P.S.P. » permettraient de calmer les positions de former un gouvernement disposant d'un large consensus na-

bonnes et des îles de ce genre jaunâtre, « mets in Spain ». Derniers achats de cadeaux avant le départ de la frontière portugaise, à Fuentes-de-Onoro, à 8 heures. Et, parce que cinq hommes sont venus demander aux « journalistes », de remplir leurs fiches, Joachim, le meçon, dit : « Voilà ce que nous avons donné le régime salazariste. »

« Mais pourquoi nous ne nous dans des baraquements ? » sur les conditions de travail et les salaires, sur le syndicalisme. « On ne peut rien dire, sinon les patrons ont vite fait de nous mettre à la porte. »

Ces mots encois sur les rapports avec les « Portugais du Portugal ». Aujourd'hui, beaucoup nous méprisent. Ils nous disent : « Vous êtes riches et nous n'étions pas riches. En France, vous vivez comme des esclaves et ici vous vous pressez pour des maîtres. Pourquoi n'avez-vous pas plus d'argent et plus de pouvoir ? » Pour qu'on nous a dit que les bananes étaient contrôlées par le parti communiste et que notre argent allait servir à financer la révolution. « Oui - on ? » Des gens, à Paris.

« Ils nous ont prévénus que le gouvernement allait tout bloquer et que à ce moment-là, les communistes, ce serait bientôt la guerre civile, et donc que nous avions travaillé pour rien. L'exception, c'est Francisco, un jeune communiste justement, qui explique : « Pour vous indiquer ce que c'était le Portugal avant, il faut savoir qu'il y a trois ans je ne savais même pas ce que voulait dire le mot « parti ». Dans mon village, on ne pouvait pas parler de ces choses-là, ou alors en secret et en faisant attention aux messieurs cachés derrière des journaux. »

A 4 heures du matin, jeudi 7 août, le second chauffeur, venant à Hendaye épauler Alex, arrête le car devant une sorte de motel à l'espagnole, où l'on s'arrache d'immenses poupees aux cheveux lisses, des sacs de

Un groupe de douaniers, sous des parasols, contrôle sous la direction d'un jeune homme en jean, porteur d'un brassard vert et rouge du M.F.A., les cantines de voitures particulières des émigrants « qui passent sous le soleil ». Ça va, il n'y a pas grand-chose aujourd'hui.

Enfin, c'est la dernière étape vers Liebanna : 438 kilomètres. A 11 heures, les enfants du car sont malades ; une sorte de sialisme géant de virage en virage sur les routes torturées du pays ; un long parcours de carte postale portugaise. Tout y est bien, en effet, en conformité avec l'image d'un Portugal touristique : les petits gardiens de troupeaux de chèvres, les énas préparés aux pompes ancestrales à eau, les étalages de bœufs, les coqs en bois, les terrans en noir portant sur la tête d'énormes têtes de chèvres levandières sur les rives presque « à ch à » du rio Dago. C'est beau, cela vous plaît-il ? demandent poliment les compagnons de voyage. Mais, que ce soit par letigue ou par distraction, on est bien maintenant que le temps est plutôt un silence : le retour au pays d'origine sans bruit. Dans une succession de villes : Coimbra, Leiria, Alcobaca, Bombaral, Torres, le car dépose ses passagers. Au revoir, merci (« Obrigado »). Bon voyage. Liebanna est là : il est 21 heures. — P. G.

## DE PARIS A LISBONNE : 1800 KILOMÈTRES PAR 35° AU-DESSUS DE ZÉRO

### L'autocar des vacances portugaises

De notre envoyé spécial

Porto. — Pour aller de l'événement de la Porte-de-Cherenton (Paris 12<sup>e</sup>) à la rue Guerre (Lisbon) ? Rien de plus facile. C'est tout droit. Il suffit de monter un matin dans un bus, de rouler, de rouler, de rouler encore, pour en descendre le lendemain soir, un peu courbattu, épuisé, mais fier : avoir été « la ligne » une fois dans sa vie et par 35 degrés à l'ombre, quelle aventure !

La preuve : un résumé de genre d'explorer aux travailleurs portugais immigrés en France.

Le 1<sup>er</sup> août 1975, 158 cars chargés jusqu'à la source sont partis du plateau Fardinet-de-Béhogé, à Paris. La chronique de la ligne veut que l'on ait établi ce jour-là un record d'efficacité ambulatoire : quarante-six heures de voyage pour 1800 kilomètres. Le 2 août, il n'y avait plus que 104 cars, le 3, 28, et enfin le 4, 10 seulement. Les « 35 C », lui, parties deux jours plus tard : c'est un car pullman jama appartenant à une société d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), un bien beau véhicule avec musique, double circuit de freinage, rétroviseurs orientables, « brat tout le confort moderne, à l'avant du moins, car à l'arrière, des amortisseurs un peu fatigués, talant tout de l'appellation « pullman ».

Au volant, le chauffeur, un vieux de la ligne, Alex Alvarez, immensa bonhomme et grand dévot de kilomètres, sorte de tyranneau interdisant toutes manœuvres — sauf assises — à ses passagers. Derrière Alex, l'inévitablement capharnaüm d'une migration portugaise.

Car « ces gens-là », comme dit Alex, ont une espèce de génie de l'hospitalité. A la utilisation des bouts de ficelle. Il y en a partout, des collis ficelés, des valises ficelées, des sacs à provisions ficelés, des bonhommes ficelés d'osier ai même un arin, ficelé lui aussi dans sa cage. Mais ces gens-là ont une sorte de génie de l'hospitalité, à 9 heures, le mercredi 6 août, Alex, qui ne manque pas d'humour, engage le « 35 C » sur le périphérique ouest après un tonitruant « Tout le monde est là ? Les absents vivent la nuit ! A 9 h. 5, les sacs à provisions se détachent comme par magie. A 9 h. 6, un

drôle de petit bonhomme mal logé — mais pourquoi diable les vieux Portugais s'obstinent-ils à porter des chapeaux trop pelés et des pantalons trop grands ? — tend vers l'« étranger » une première bouteille d'apéritif. A 9 h. 7, un autre volein, un homme yeux noirs devorés par la chaleur, offre la première cigarette. A 9 h. 10, une grand-mère, assise à la place 32, vêtue de noir comme on en voit des milliers dans la campagne portugaise, sourit. A 9 h. 11, le petit fille du siège avant donne, elle, la première des cent bouteilles de sa poupee chantante... en portugais.

Il y aurait deux façons de vivre un tel voyage. Celle d'Alex, celle du « Tout va bien à bord ! ». On est posé dans les détails, deux passagers — dont une femme qui pleure sous les bagages — embarqués à Boulogne : « Mais, bon sang, elle démente ! » Quinze passagers à Venelles : « Tiens, il m'en manque deux qui se sont perdus dans le noir. » A Chartres : « Je devrais en prendre douze, il y en a treize, c'est qu'il faut faire gaffe avec ces cocos-là. » Bordeaux : « Ça va, on est dans les temps. » Béthune : « Ça va, on n'a pas lanterné. Allez, arrêtez brûlé, une heure et pas plus. Et tant pis pour ceux qui ne seront pas à l'heure. » Allez, arrêtez pipi. Un quart d'heure, pas plus, au tant pis. »

Les véritables confidences ne seront faites qu'après avoir franchi, mercredi 6 août, le poste frontière de Béthune.

déserté par les douaniers français si où l'hoce, seul, une fois pesé le bidonnet, le drapeau espagnol. Ouvert jeunes, échappés — un instant d'un car, sont réunis autour d'une table de restaurant, ils vont dire des mots durs sur la France, sur le régime, sur les conditions de logement : « Mais pourquoi nous ne nous dans des baraquements ? » sur les conditions de travail et les salaires, sur le syndicalisme. « On ne peut rien dire, sinon les patrons ont vite fait de nous mettre à la porte. »

Ces mots encois sur les rapports avec les « Portugais du Portugal ». Aujourd'hui, beaucoup nous méprisent. Ils nous disent : « Vous êtes riches et nous n'étions pas riches. En France, vous vivez comme des esclaves et ici vous vous pressez pour des maîtres. Pourquoi n'avez-vous pas plus d'argent et plus de pouvoir ? » Pour qu'on nous a dit que les bananes étaient contrôlées par le parti communiste et que notre argent allait servir à financer la révolution. « Oui - on ? » Des gens, à Paris.

« Ils nous ont prévénus que le gouvernement allait tout bloquer et que à ce moment-là, les communistes, ce serait bientôt la guerre civile, et donc que nous avions travaillé pour rien. L'exception, c'est Francisco, un jeune communiste justement, qui explique : « Pour vous indiquer ce que c'était le Portugal avant, il faut savoir qu'il y a trois ans je ne savais même pas ce que voulait dire le mot « parti ». Dans mon village, on ne pouvait pas parler de ces choses-là, ou alors en secret et en faisant attention aux messieurs cachés derrière des journaux. »

A 4 heures du matin, jeudi 7 août, le second chauffeur, venant à Hendaye épauler Alex, arrête le car devant une sorte de motel à l'espagnole, où l'on s'arrache d'immenses poupees aux cheveux lisses, des sacs de

# PORTUGAL

## PARIS : comment exporter le programme commun ?

Le Portugal est un pays de grande diversité géographique et humaine. Les conditions de vie sont très différentes d'une région à l'autre. Le développement économique est inégal. Les infrastructures sont insuffisantes. Le régime politique est une démocratie limitée. Les élections sont truquées. Les libertés individuelles sont restreintes. Le régime salazariste a laissé le pays dans une situation de retard. Les jeunes ont émigré en masse. Le Portugal a besoin d'un changement radical. Les forces démocratiques doivent se réunir pour lutter contre le régime actuel. Le programme commun est une étape importante vers la démocratie et le développement.

صحة و التجميل





OUTRE-MER

La Réunion dans la crise

II. — « Dans le cadre de la République... »

De notre envoyé spécial

Depuis l'indépendance, la Réunion subit les vicissitudes d'une situation économique...

en 1946, a fait de l'île un département français. Mais tout se passe comme si les extrémismes avaient été gommés...

argumentation est aujourd'hui nettement plus modérée. Ne l'a-t-on pas entendu, le 4 juillet dernier, reprocher à M. Stira, secrétaire d'Etat, d'avoir classé les communistes parmi ceux qui souhaitent rompre avec la France ?

milite pour la « décolonisation de la Réunion au sein de la nation française » et veut promouvoir « une manière réunionnaise d'être français ».

Pourtant, si la question du statut et des torques qu'elle met en présence est primordiale pour la Réunion, elle n'est pas la seule — du moins en ce moment — à susciter l'opinion. On parle beaucoup, depuis quelques semaines, des « zéziés », ou sem de la majorité et, en particulier, du différend qui oppose les deux chefs de file des « nationaux » : MM. Michel Oebère et Pierre Lagourgue.

Mais M. Oebère appartient à un passé où l'autorité, les élus de la majorité, le bon droit ne faisaient qu'un, où être de l'opposition équivalait à se ranger parmi les ennemis du peuple, où l'U.O.R. était maîtresse du jeu, M. Oebère compte une loule d'amis et de partisans à la Réunion, il y compte aussi beaucoup d'adversaires acharnés. Et tous ne sont pas dans l'opposition.

La détente

ouverture et de « déclassification » (avant la lettre) lui valent d'être durablement suspect aux yeux des départementalistes de tous les DOM et même d'une partie de l'administration de l'époque.

Cette époque est bien révolue. A chacune de ses visites, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM donne désormais audience à tous les représentants de l'opposition, M. Paul Vergès et les journalistes du quotidien communiste Témoignage ne sont plus interdits à la présidence, il ne déplaît d'ailleurs pas au leader communiste, bon tribun, fin dialecticien, homme de contact et de grande popularité, d'apparaître comme l'unique porte-parole de l'opposition face aux pouvoirs publics ; à ses côtés se tient un étranger.

La nouvelle administration départementale, de son côté, semble concevoir son rôle plus dans un esprit de conciliation qu'en vertu d'une vision des choses datant de l'empire colonial d'autrefois. Ce ne fut pas toujours le cas.

Détente, donc. Pour quelles raisons ? L'assainissement du climat électoral vient sans doute au premier rang des explications. La gauche y a trouvé des sujets de satisfaction dans la mesure où des élections plus honnêtes n'ont pas manqué de faire apparaître que son influence était plus grande que ne le disaient les anciens chiffres. La progression des voix du parti communiste entre 1969 et 1973 est une large part à mettre au profit de cet assainissement, de même que ses victoires aux élections municipales du Port et de La Possession.

Les résultats de l'élection présidentielle ont fait des heureux dans les deux camps ; à gauche, parce que M. François Mitterrand — auquel M. Paul Vergès avait apporté son soutien — obtint la majorité absolue des suffrages exprimés au second tour ; chez les départementalistes, parce que, d'une part, le candidat de la gauche n'avait pas fait campagne dans le DOM sur le thème de la séparation et parce que, d'autre part, le nombre important des modérés (anciens socialistes, régionalistes, centristes d'opposition) hostiles à l'autonomie avait voté pour le parti communiste.

Il y a aussi les socialistes. Ce n'est pas sans mal qu'une fédération du P.S. a pu être remise sur pied en 1974 par M. Alain Vivien, député de Seine-et-Marne, envoyé de M. Mitterrand. (La césure départementaliste-socialiste passait dans les rangs des socialistes et la division était consommée.) Une fraction a refusé l'alliance avec le P.C. et le choix autonomiste, l'autre s'est regroupée autour de M. Willrid Berthe, favorable à l'union de la gauche.

Enfin, l'initiative de l'initiative, l'embryon de formation nouvelle, un autre mouvement tente de se faire jour : le Comité du progrès. Il prend acte du « climat politique plus libéral », prône la concertation et l'insurrection d'un pouvoir régional. Il

Enfin troisième élément de détente, la mutation de l'administration elle-même. Un certain jour de juin 1972, des journalistes métropolitains, un peu étonnés que l'on fasse tant de bruit pour un événement aussi normal, assistèrent, à Saint-Denis, à la première conférence de presse d'un ministre des DOM-TOM à laquelle étaient conviés les collaborateurs des publications d'opposition, en particulier communistes, M. Bernard Stasi, le ministre, « catalan » et le préfet de l'époque en certain public, le ministre de Mme Paul Vergès à la fin de cette réunion. Il n'avait pu, au cours de ce voyage, recevoir officiellement les représentants du P.C.R., des conseillers locaux, reçus avant son départ, il les interdisait. Et ses tentatives d'ou-

verture et de « déclassification » (avant la lettre) lui valent d'être durablement suspect aux yeux des départementalistes de tous les DOM et même d'une partie de l'administration de l'époque.

Quel que puisse être l'avenir vers lequel s'orientent la Réunion, l'autonomie, régionalisation, véritable ou simple, il est certain que l'apparance de la République réunionnaise ne soit plus, à court terme, remise en question contribue à créer un climat politique plus favorable à une relative normalisation de la vie économique. Mais il restera à ceux qui président demain aux destinées de ce pays à prouver qu'il est possible de passer sans heurt de l'assistance à la coopération. Dans le cadre de la République ?

NOEL-JEAN BERGEROUX.

(1) Tous les parlementaires de l'île ont été élus députés. Ils sont MM. Michel Oebère (U.D.R.), Jean Fontaine (non inscrit) et Marcel Cornuau (non inscrit), députés ; et MM. Georges Serin (U.D.R.) et Louis Virapouté (non inscrit), sénateurs.

M. STIRA : Il ne sera pas fait appel aux réfugiés sud-vietnamiens en Guyane.

M. Olivier Stira, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, confirme dans un communiqué publié le 11 août que, conformément à des informations erronées et répétées, il n'est pas question d'inviter des réfugiés sud-vietnamiens à se rendre en Guyane. Le remplacement de ce département d'outre-mer, ajouté à la liste des territoires d'outre-mer de métropole, des Antilles ou de la Réunion, n'est pas en discussion.

Après avoir précisé que « des candidatures multiples » sont actuellement étudiées par un bureau conjoint, M. Olivier Stira précise que « le esprit des entreprises papéennes qui s'installent en Guyane sera à majorité française ».

ASIE

Thaïlande

TANDIS QUE CERTAINS MILITAIRES RÉVENT DE REVANCHE

Les réfugiés du Cambodge vivent dans des conditions difficiles

De notre correspondant

Aranya-Prathet (frontière cambodienne). — « Nous sommes prêts à nous lancer dans la guerre contre les Khmers rouges. Nous avons les hommes, nos soldats ont laissé derrière eux des caches d'armes. Il faudrait seulement que les Thaïlandais ferment les yeux. Les gens attendent que la création d'un autre mouvement... »

Son voisin, le général In Tam, ancien premier ministre républicain, qui s'était retiré de la politique pour cultiver ses terres près de la frontière, est plus prudent. « Nous ne pouvons pas faire de la Thaïlande un pays neutre », nous dit-il, assis sur une caisse dans la maison qu'il partage avec une trentaine de membres de sa famille.

Certains de ceux qui ont subi la débâcle d'avril révoient le commencement de la bataille. L'arrivée de quelques milliers de réfugiés — moins de 0,1 % de la population khmère — et les récits qu'ils rapportent d'un Cambodge saigné par la révolution, leur redonnent espoir. A travers ces histoires mille fois ressuscitées, ils se forment une image caricaturale du pays natal abandonné.

Enfin, des réfugiés ont prétendu avoir été dépouillés avant de passer la frontière par des hommes en armes se prétendant « des soldats d'In Tam ».

que le saison des pluies a commencé. Puis de lui pour les enfants. Peu ou pas de médicaments : une petite boîte de pharmacie est accrochée à l'entrée du camp. On y trouve quelques cachets et deux bouteilles empaquetées, une de lait de magnésie, une d'éther. A ces conditions sanitaires déplorable — celles de la même des réfugiés de Phnom-Penh avant le 17 avril — s'ajoute la sous-alimentation : environ 100 grammes de riz par jour, des légumes deux fois par semaine, Khlong-Yai : les réfugiés affirment que le chef de district garde chez lui une partie du riz distribué par une agence américaine. Tout le monde vit dans l'attente du riz, de la lettre de France ou de Bangkok, s'accroche à l'étranger pour savoir quelque chose.

On raconte aussi les difficultés qui ont causé la fuite. « Nous voulons être jugés, seulement nous avons une boîte de lait condensé remplie de riz par jour. C'est le ration à Aranya-Prathet. »

Il est clair que les problèmes alimentaires sont aigus dans un pays où, jusqu'en avril, la moitié de la population réfugiée dans les villes pour fuir les bombardements américains de 1970 à 1973, vivait dans des conditions catastrophiques, nourrie presque exclusivement de l'aide de riz importé des Etats-Unis. Ces livraisons, notoirement insuffisantes à l'époque, permettaient de vendre ou de donner à certains réfugiés 150 grammes de riz par jour contre plus de 100 sous le pinteur Sihanouk. Elles ont cessé à la mi-avril. Ce n'est qu'en quelques mois que quelques rizières, en friche, foute de bras, ou dévastées par les bombes, redeviendront productives. Il ne faut pas oublier non plus, comme on le fait si facilement à Washington, que c'est l'intervention américaine qui a fait du Cambodge, exportateur de riz avant 1970, un pays où l'on a faim.

On se définit toujours, à la Réunion, en fonction du statut qui, le 4 juillet 1973, a été révoqué.

PATRICE DE BEER.

AMÉRIQUES

Argentine

AVEC LA FORMATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Les militaires éliminent les derniers partisans de M. Lopez Rega

Buenos-Aires (A.F.P., Reuters). — Mme Isabel Peron, chef de l'Etat argentin, a formé le lundi 11 août un nouveau gouvernement dans la suite de la démission collective du cabinet, présentée dans la journée. Seuls deux membres de la précédente formation, MM. Jorge Garrido, défense, et Ernesto Corvalan, justice, conservent leurs portefeuilles. M. Mancleres assure en outre l'intérim de l'économie, le titulaire de ce poste, M. Pedro Bonnard, ayant été limogé. C'était un des amis de l'ancien conseiller privé de la présidence, M. Jose Lopez Rega, actuellement réfugié à Madrid.

Le nouveau gouvernement illustré d'ailleurs la mise à l'écart du clan Lopez Rega et la pression accrue des militaires sur le pouvoir exécutif. Mme Isabel Peron a présidé la cérémonie de prestation de serment. Le colonel Vicente Damasco, quarante-huit ans, obtient le portefeuille de l'intérieur. C'est le premier militaire à entrer au gouvernement depuis que l'armée a renoncé à exercer directement le pouvoir, le 25 mai 1973.

Le colonel Damasco, dont la nomination a été vivement applaudie par les fonctionnaires présents à la cérémonie, a succédé à l'ancien chef de la police fédérale, M. Luis Margarido, un proche de M. Jose Lopez Rega.

Bien qu'inquiétés de la situation actuelle du pays et de la dégradation de la situation économique, sociale et politique, les forces armées s'étaient gardées, tout au long de la crise, de se mêler directement des affaires de l'Etat. Cela n'a pas empêché les chefs militaires de faire connaître leur point de vue à Mme Peron, au cours de nombreux contacts directs ou par l'intermédiaire du ministre de la défense. La nomination du colonel Damasco permet aux forces armées d'être directement associées aux décisions prises en matière de sécurité intérieure et de lutte contre les mouvements clandestins d'extrême gauche. Les forces armées contrôleront ainsi, par personne interposée, la police et les forces de sécurité et c'est à elles qu'incombent, par voie de conséquence, la tâche de maintenir l'ordre dans la rue si la situation sociale et économique continuait à se dégrader.

Les réserves monétaires sont en effet tombées à moins de 400 mil-

lions de dollars, tandis que la dette extérieure s'élevait à quelque 10 milliards de dollars, dont 3 milliards et demi environ devant être remboursés pendant le second semestre de 1974. L'augmentation récente des salaires, à la suite d'une forte pression syndicale, a placé le budget de l'Etat dans une situation de déficit de 200 millions de pesos. Les prêts bancaires adéquats, faute de pouvoir payer les ouvriers à la fin du mois.

Les prix connaissent également des hausses vertigineuses : 300 % dans certains secteurs, et le peso a été dévalué quatre fois au cours des cinq derniers mois. Il colchait, en février dernier, 0,46 F, il est à présent aujourd'hui 0,10 F.

L'économie semble semi-paralysée, et cela suscite un chômage élargissant. Le gouvernement de Buenos-Aires, M. Victor Calabro, a précisé que la capitale et sa région de banlieue ont déjà été frappées par la suppression d'un million d'emplois. Cette situation risque de conduire à une dégradation sociale, alors que les organisations extrémistes de droite ou de gauche ensanguinent le

pays ; en un mois, le terrorisme a fait 42 morts.

Voici la composition du nouveau gouvernement : intérieur, colonel Vicente Damasco ; affaires étrangères, M. Angel Federico Robledo ; travail, M. Carlos Federico Ruckauf ; bien-être social, M. Carlos Emery ; éducation et culture, M. Pedro Arriaga ; défense, M. Jorge Garrido ; justice, M. Ernesto Corvalan Nenciaras.

MM. Angel Federico Robledo, ou vice-ministre des affaires étrangères, ministre de la défense du gouvernement de M. Hector Campora, jouissant de l'estime des militaires, avait été écarté par M. Lopez Rega.

M. Carlos Federico Ruckauf, ministre du travail, appartient au puissant syndicat des assurances, qui fut un des plus combattifs à l'égard de l'Etat, contre le gouvernement précédent.

MM. Carlos Emery et Pedro Arriaga, ministres du bien-être social et de l'éducation, sont, avant tout, des techniciens, promoteurs de longue date, mais fonctionnaires plus que politiciens.

Chili

M. EDUARDO FREI RÉCLAME EN VAIN UNE ENQUÊTE SUR 118 MILITANTS DE GAUCHE « DISPARUS »

San-Ugo-de-Chili (A.F.P.). — M. Eduardo Frei, ancien président de la République et dirigeant démocrate chrétien, a demandé sans succès à la Cour suprême chilienne que la justice enquête sur le sort des cent dix-neuf militants de gauche présumés morts à l'étranger, a-t-on appris le lundi 11 août à Santiago.

Le comité avait révélé que la plupart des militants concernés figuraient sur les registres de la Cour d'appel de Santiago, et avait demandé des précisions sur les circonstances de ces morts, ainsi que sur les lieux de sépulture.

M. Jorge Errazuriz, avocat et ancien parlementaire, a été désigné comme nouvel ambassadeur du Chili en France et rejoindra son poste en septembre prochain. a-t-on annoncé lundi 11 août à Santiago. M. Errazuriz a été précédemment ambassadeur du Chili au Pérou. Le nouvel ambassadeur succédera à M. Fernando Duran, qui a regagné la capitale chilienne en avril dernier. (A.F.P.)

TIME AUGUST HEDONISM Europe's Vacation Madness PORTUGAL'S EDGY MOOD ROMANIA SEEKING U.S. ARMS ON SALE NOW

LA GRANDE IMPRIMERIE DES COMMANDEURS DE ROULEUR

PHILIPPE BOUQUIN

MÉDECINE

La pathologie de l'enfant et les responsabilités familiales

Cauchemars et insomnies : de la chimie à l'hygiène mentale

Cauchemars, terreurs nocturnes, somnambulisme, anxiété, insomnies... Les troubles du sommeil chez l'enfant sont fréquents et déconcertants.

Selon le docteur Huon, directeur de l'Institut de l'Enfant-Malade, ces variations peuvent être d'une grande amplitude.

La nuit complète du sommeil est acquise par 90 % des enfants d'un an, mais l'a été à un âge variable.

Se penchant sur les aspects psychanalytiques du sommeil de l'enfant, le docteur Willocher, directeur de l'Institut de l'Enfant-Malade, évoque les difficultés de l'endormissement.

L'âge d'un mois, un enfant dort en plusieurs fois près de deux tiers du temps. A trois ans, un peu plus de la moitié en deux ou trois fois.

Le taux de mortalité dû aux accidents d'enfants a doublé depuis 1950 et ne cesse d'augmenter.

Le suicide social et psychologie de l'accident. L'âge d'un mois, un enfant dort en plusieurs fois près de deux tiers du temps.

Restent les cas plus complexes pour lesquels des thérapies (psychotropes) peuvent être envisagées et des règles pratiques données.

SPORTS

ATHLÉTISME

LE RECORD DU MONDE DU DÉCATHLON

Un Américain bien tranquille

L'Allemand Bendlin (8 319 pts) avait une puissance foudroyante, l'Américain Toomey (8 417 pts) une opiniâtreté indéchiffrable.

Lors de son récent exploit, il a accompli des performances supérieures à celles d'Avilov dans cinq épreuves.

Se souciant peu de ces linesses, les statisticiens retiendront qu'il talonnait, en se relevant à la même table de cotation.

Il Aux Etats-Unis, les parents déterminent leur choix d'une université pour leurs enfants.

VOILE

UN TEMPS RECORD DANS LE FASTNET?

Paris de Coates, les deux vent soixante voiliers qui disputent le Fastnet doivent d'abord parcourir 35 milles pour s'élancer.

Après l'intervention du préfet du Lot-et-Garonne, FIN DE L'OCCUPATION DU CAMP DE BIAS.

D'UN SPORT A L'AUTRE

TENNIS. — L'Espagnol Manuel Santana s'est révoqué, lundi 11 août, la finale du championnat des Etats-Unis.

JEUNESSE

SUR LA DALLE DE NOTRE-DAME DE PARIS

Les marginaux du parvis

Dis donc, Ahmed, arrête ton cinéma, sinon on te fait monter dans le ciel... La police montre les menottes attachées à son ceinturon.

neus laissait tranquille. Il paraît qu'on e donné des ordres : est-ce notre faute, à nous, si Carlos s'est échappé et si les policiers se tirent les uns sur les autres ?

FAITS DIVERS

DEPUIS LE 1<sup>er</sup> MAI

Cinquante-sept morts dans les massifs de l'Oisans et du Mont-Blanc

Moins de quarante-huit heures après leur disparition, deux enfants, Philippe Marguerel, dix-neuf ans, et son frère, François, dix ans, ont été retrouvés.

en effet, reçu six mille demandes de conseils, et pour la seule journée du 8 août, par exemple, deux cent cinquante candidats alpinistes ont tenu se renseigner à l'Office.

La découverte en France d'un repaire du groupe Baader-Meinhof

Le parquet de Stuttgart et l'Office fédéral de la police criminelle allemande ont confirmé, lundi 11 août, la découverte d'un repaire du groupe Baader-Meinhof.

lance du territoire (D.S.T.) à Paris, on se plaint de ces révélations. On précise que les informations publiées en Allemagne ne sont que partiellement exactes.

Trafic de voitures volées : treize arrestations dans le Midi

Treize ressortissants yougoslaves, appréhendés, dimanche 10 août, à bord de voitures volées, par les policiers de Toulouse, ont été inculpés de faux, d'usage de faux et d'entrée irrégulière sur le territoire français.

ÉDUCATION

Admissions aux agrégations

Les admissions aux agrégations de l'enseignement secondaire ont lieu du 15 août au 15 septembre.

JUSTICE

Le tribunal de première instance de Paris a condamné à six mois de prison un jeune homme pour vol de bijoux.

de MATH

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé la suppression de certaines matières de l'enseignement primaire.

le b

Le b... (part of a larger article or advertisement)

UNE FUNÉRAIRE

Une funéraire... (part of a larger article or advertisement)

la découverte en France

la découverte en France... (part of a larger article or advertisement)

LA D.S.T. REGRETTE LES RÉVÉLATIONS D'UN HEBDOMADAIRE ALLEMAND

LA D.S.T. REGRETTE LES RÉVÉLATIONS D'UN HEBDOMADAIRE ALLEMAND... (part of a larger article or advertisement)

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



PRESSE

TÉMOIGNAGE

CRISE ET RENAISSANCE

par HERVÉ MILLE (\*)

L'opinion est alertée. On demande au pouvoir d'intervenir. Il y a une crise de la presse française.

de l'emploi et de l'embauche est la prospérité d'une entreprise bien gérée.

La crise ramène à ses justes proportions, abrogeant les contradictions et les équivoques qui sont autrement graves.

En 1940, à la veille de l'entrée des Allemands à Paris, les journaux du groupe Paris-soir ont quitté la capitale.

Autre équivoque, autre contradiction. On peut le déplorer on s'en réjouit, nous vivons au sein d'une société capitaliste où presque toutes les entreprises, y compris celles de la presse, sont des entreprises capitalistes.

Abordons l'autre cause et sans doute la plus importante de la crise actuelle en essayant de répondre à cette question : que doit être un grand quotidien parisien ?

Ici, derrière l'équivoque et la contradiction, disons-le avec franchise bien qu'avec indulgence, apparaît l'hypocrisie.

Il a consolidé, accru la dignité des journalistes eux-mêmes par la reconnaissance d'un talent et du respect de la liberté d'opinion, par de hautes salaires et, pour certains d'entre eux, par de justes participations aux profits.

Dans le Paris-soir de Jean Prouvost, celui de 1938, l'année du Front populaire, de la guerre d'Espagne, de la menace hitlérienne sans cesse grandissante, jamais les envoyés spéciaux, les grands reporters, n'ont aussi largement déployé l'éventail.

Une équipe restreinte qui allie l'expérience au talent et à l'enthousiasme ; des structures administratives légères ; des moyens d'impression rapides, moins coûteux et qui échappent aux abus des syndicats, voilà sûrement réunies les conditions qui permettent de combler le vide avec succès.

On peut contester sur l'équivalent plan l'action des sociétés de rédaction. Elles ont du moins le mérite d'avoir accentué le caractère particulier de leur profession et accru dans l'esprit d'un propriétaire ou d'un acquéreur éventuel, la notion qu'un journal n'est pas une entreprise comme une autre.

Paris redeviendrait ainsi le capitale de la presse française.

(\*) Journaliste.

laborateurs ne peut dire que jamais, à aucune époque, le pouvoir de ses journaux a été mis au service de ses intérêts privés dans l'industrie laitière, pas plus qu'à ceux de ses associés Béghin dans le sucre et le papier.

Quant au journaliste, il a pendant cinquante ans consacré 90 % de son temps à ses journaux et 10 % des heures passées dans ses journaux à ce qui est considéré comme leur œuvre vive : les rédactions.

Rarement la rapidité du réflexe est accompagnée de tant de lucidité que celle qui nous est vive, sa décision longuement pesée. Économiste dans la conduite de ses affaires, il est prodigue des que la bonne marche ou le passage de son journal est en cause.

Tous les journalistes français doivent lui reconnaître, et il a prouvé qu'on pouvait faire fortune dans notre métier à partir de rien ou presque, puisque — à l'exception du Figaro — tous les journaux qui ont été créés « donnés » pour rien, ou pour si peu que cela revient au même : Paris-Midi, Paris-soir, Télé 7 Jours.

Il a rendu sa dignité à la presse française en méritant un terme, dans les années 30, à un système malhonnête de privilèges abusifs et qui la discréditait aux yeux du monde entier. Il a imposé une notion nouvelle qui n'existait pas avant lui, si simple, si évidente, si évidente qu'elle est devenue pour les lecteurs d'un journal et, a fortiori, ses collaborateurs, doivent connaître l'origine de ses capitaux et la source de ses revenus.

Pour terminer, l'exprimerai une conviction. Une chance s'offre — et elle est d'autant plus grande que cette crise existe et qu'on peut en tirer les causes — une chance s'offre à ceux qui savent réagir pour survivre ou seraient l'audace de naître.

Jean Prouvost a fondé et assuré la prospérité de ses journaux avec des mises de fonds insignifiantes. Qu'on ne dise pas que les temps ont changé. Jean-Jacques Servan-Schreiber, dans un genre, Daniel Filipacchi, dans un tout autre genre ont fondé, dans une mesure égale, à la disposition de tous les quotidiens français créés en ressemblance.

« A F » Observer », les négociations qui se sont déroulées toute la nuit de lundi à mardi, entre la direction et les syndicats d'imprimeurs, sur le conflit qui a empêché la parution du dernier numéro de l'hebdomadaire (Le Monde du 12 août), n'ont pas abouti. Aucune nouvelle date de rencontre n'a été fixée.

AUJOURD'HUI

Les services du 15 août

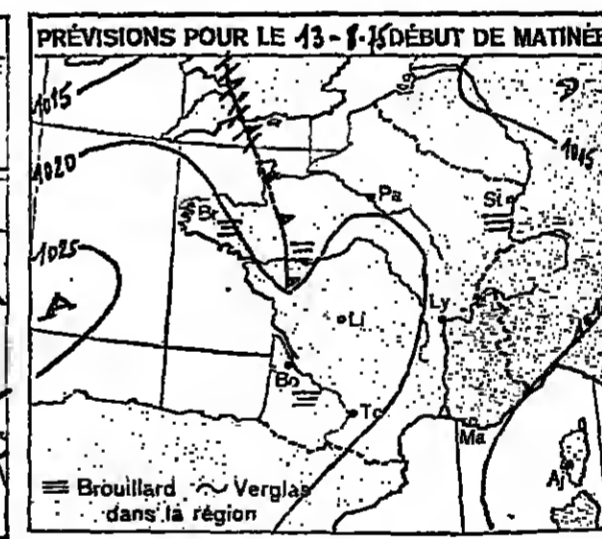
PRESSE. — Les quotidiens paraîtront normalement le vendredi 15 août.

Visites et conférences

MERCREDI 13 AOÛT VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques.

sur vingt-quatre le vendredi 15 août, ainsi que tout le reste du mois d'août.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (1 mb vaut environ 2/3 de mm)

Évolution probable du temps en France entre le mardi 12 août à 6 heures et le mercredi 13 août à 6 heures.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 11 et 12 août 1975 :

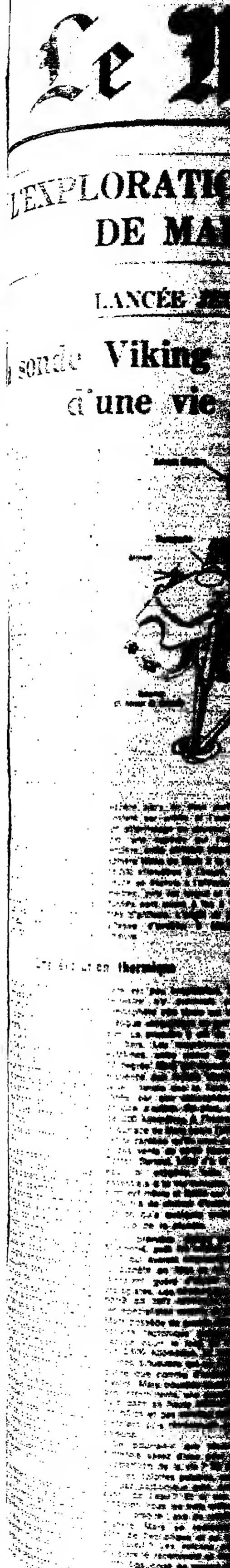
Vie quotidienne

LES BILLETS DE DIX FRANCS. — M. Pierre-Charles Krieg, député UDR de Paris, vient d'annoncer l'adoption de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, dans une question écrite, sur la mise en circulation de dix francs.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1224. Grid for crossword puzzle with horizontal and vertical clues.

Solution du problème n° 1223. Horizontalement: I. Tronc. II. Ruminants.









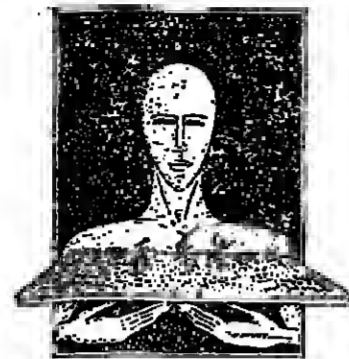




صحة من الاجل

ARTS ET SPECTACLES

Festivals



Soirées théâtrales à Gargllesse

Cette année, pour la première fois, le Festival d'été de Gargllesse s'ouvre au théâtre. Dans ce petit village de l'Irode où une maison sur trois recèle une exposition et une rue son...

Culture

La Normandie souterraine de l'abbé Cochet

On n'a pas non plus retrouvé de journal de bord tenu de sa main, et s'il dessinait sur la terrain, c'était des croquis hâtifs. Quant aux inventaires, il les faisait, non dans l'ordre des découvertes, mais selon l'importance qu'il leur attribuait.

Musique

Jean-Bernard Pommier, chef et soliste à Prades

Fidèle aux réticences de Pablo Casals vis-à-vis des tendances nouvelles de la musique, le Festival de Prades propose traditionnellement des programmes consacrés avant tout à ceux que le XIXe siècle nommait déjà « les vieux maîtres ».

W. ALLEN (v.o.) - Etoile... A. BAZIN... W. M. T. E. R. N. S. (v.o.)... L. BOGNER... A. HITCHCOCK... FILM AFFRO - AMERICAIN... VARIATIONS SUR L'HOMME... LAUREL ET HARDY... GANGSTERS ET... MORT A VENISE... MORT A VENISE... MORT A VENISE...

LA VIE SEXUELLE DES FRANÇAIS... Photographique comme il se doit...

MERCREDI... LE HOLLYWOOD BOULEVARD... PATHE... AVANTAGE... CLUB... ANE...

BRUCE LEE... LE MAITRE DES ARTS MARTIAUX... Le Retour du Dragon... Bruce Lee in a martial arts film advertisement.

Folklore à Confolens

La petite cité charlevalaise de Confolens, est devenue, pour la dix-huitième fois, un lieu de rencontres internationales, une sorte de vaudeville carnavalesque de la danse et du chant.

LES PROGRAMMES MARDI 12 AOUT

CHAINE I : TF 1... 20 h. 30. Les animaux du monde ; 21 h. Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45. Documentaire : La vie des estampes. Réal. R. Leenhardt ; 22 h. 45. ITI journal.

MERCREDI 13 AOUT

CHAINE I : TF 1... 20 h. 30. Dramatique : « Alonga ou la comédie des morts » d'après J.-L. Bouquet. Adapt. F. Lacassin. Réal. P. Covaslanga avec J. Martin, M. Vialle, C. Hubeau, K. Blangueron.

Cinéma « Al Capone »

Devenu producteur pour la Twentieth Century Fox, Roger Corman, à qui on doit une série de films sur le distingué juvénile et le gangster...

RADIO-TÉLÉVISION

Les héros sont divisés... Geribaldi a trouvé refuge à Montevideo : le République du Rio-Grande du Sud n'existe plus ; les grands propriétaires terriens qui l'avaient proclamé se sont alliés à l'autonomie octroyée par le pouvoir impérial brésilien.

UN JEU REPLACEMENT LE FEUILLETON D'A 2... Y ou un truc, un jeu de Bernard Majeux, remplacera le feuilleton quotidien d'Antenne 2 programmé à 19 h. 45 à partir du 15 septembre.



صحة من الاجل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

LA VIE ÉCONOMIQUE

CAP D'AGDE

Les résistants

Après un village, où... les signes extérieurs de richesse...

Les résistants

Parmi ces résistants, M. Les... Beaulieu, maire d'Agde, qui...

PROVINCE

Les fontaines de La... l'église de la paroisse...

ÉTRANGERS

TALENT

UNE ÉLITE EN... les talents de la région...

LA MOUSSE DE LA

LA MOUSSE DE LA... les traditions locales...

A PROPOS DE...

LA NOUVELLE POLITIQUE DE L'ÉQUIPEMENT

Les ingénieurs et la nature

La direction des routes au ministère de l'équipement...

Une circulaire va être envoyée à tous les services...

Ainsi les ingénieurs de l'Etat prennent-ils les devants...

La réaction des ingénieurs de l'équipement prouve que...

District parisien

CHAMPLAN : UNE COMMUNE SOUS LES FILS

Dans l'Essonne, le comité de défense de Champlan...

LA PLAGE A DISPARU

LA PLAGE A DISPARU... les conséquences de la pollution...

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON... les particularités de cette île...

LES ÉVALUÉS

LES ÉVALUÉS... les résultats des dernières élections...

LES ÉVALUÉS

LES ÉVALUÉS... les perspectives économiques...

LES ÉVALUÉS

LES ÉVALUÉS... les tendances actuelles...

LES ÉVALUÉS

LES ÉVALUÉS... les défis à relever...

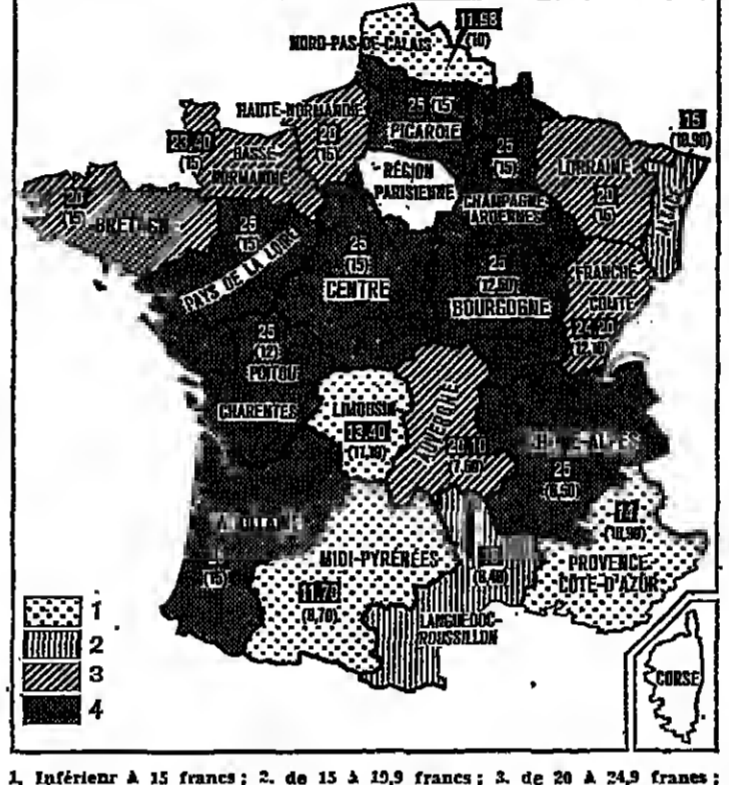
ASSEMBLÉES RÉGIONALES

Huit champions pour les impôts 1975

Répondant à une question écrite de M. Pierre-Bernard Couste...

La loi de 1972 prévoit que les régions ne peuvent pas voter...

La carte ci-jointe montre que deux régions ont atteint...



1. Inférieur à 15 francs; 2. de 15 à 19,9 francs; 3. de 20 à 24,9 francs; 4. égal à 25 francs.

Champagne-Ardenne, les Pays de la Loire et la Picardie...

Par ailleurs, trois régions: la Bourgogne, le Poitou-Charentes et Rhône-Alpes ont décidé...

Faits et projets

Circulation

LES ACCIDENTS DU WEEK-END... Cinquante-six morts...

Environnement

COLOQUE SUR L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE A LIMOGE... L'établissement public régional...

Paris

PERMIS SUSPENDU RUE DU VAL-DE-GRACE... Le tribunal administratif...

Transports

LE PLUS GRAND MÉTANIER DU MONDE... Les Chantiers de France-Dunkerque...

P.T.T.

PHOTOCOPIES PAR TÉLÉPHONE... Le service public de télécopie...

LE « FRANCE » : 200 000 F PAR MOIS

Le secrétaire d'Etat aux transports indique, dans une réponse écrite...

A L'ÉTRANGER

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le déficit des finances publiques dépassera cette année les 60 milliards de deutschmarks

De notre correspondant

Bonn. — Le conseil des experts auprès du ministère des finances vient de porter un diagnostic sévère sur l'état des finances publiques allemandes...

Les pouvoirs publics devront donc faire des économies ou augmenter les impôts...

Les experts du ministère des finances suggèrent à la fois de supprimer des gaspillages...

Le rapport des experts a été rencontré l'approbation des partis de la coalition gouvernementale...

CORRESPONDANCE

A propos des difficultés de l'industrie britannique de la moto

A la suite d'un article de notre correspondant à Londres sur la crise de l'industrie britannique de la moto...

Dans son édition datée 3-4 août 1975, le Monde a publié un article sous le titre: « L'industrie britannique de la moto est menacée de disparition »...

Le conseil d'administration de N.V.T. informe ces mêmes lecteurs que la récente décision gouvernementale...

Si le gouvernement britannique estime que les perspectives du marché mondial pour les motos de grosse cylindrée...

Aux États-Unis

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE EST HOSTILE À DE NOUVELLES VENTES DE BLÉ À L'U.R.S.S.

Washington (A.P.). — Le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Earl Butz...

Le président du conseil d'administration de N.V.T., M. Dennis Poore...

Le ministre américain de l'Agriculture a annoncé...

Le ministre américain de l'Agriculture a annoncé...

Le ministre américain de l'Agriculture a annoncé...

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

Table with 4 columns: Term (48 heures, 1 mois, 3 mois, 6 mois), Dollar, Deutschmarks, Francs suisses. It shows interest rates for various currencies and terms.





حکومت الاحوال

LES MARCHÉS FINANCIERS

Table of financial markets with columns for VALEURS, Cours, and Dernier cours. Includes sections for PARIS, LONDRES, and NEW YORK.

Table titled 'BOURSE DE PARIS - 11 AOUT - COMPTANT' showing stock market data for various companies and indices.

Table titled 'MARCHÉ A TERME' showing forward market data for various commodities and currencies.

Table titled 'COTE DES CHANGES' showing exchange rates for various currencies.

Table titled 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR' showing gold market data.

EMPLOI

FORMATION DANS LES IMPRIMERIES DE LA REGION

Text discussing employment and training in the printing industry region.

APPEL D'OFFRES POUR TURBO-ALTERATEURS

Text regarding a call for offers for turbo-alternators.

LES INCIDENTS DE L'ENT-FERRAND

Text discussing incidents related to the Ent-Ferrand area.

ACTES DE 1974

Text regarding acts from 1974.

EDISON CHIFFRES CLEFS

Text regarding Edison's key figures.

LA MONTESSORI

Text regarding Montessori.

EDISON CHIFFRES CLEFS

Text regarding Edison's key figures.

PARIS

11 août

Text discussing the Paris market on August 11th.

Atome

Text discussing the atomic market.

TAUX DE MARCHÉ MONÉTAIRE

Text regarding monetary market rates.

INDICES OUVRIERS

Text regarding workers' indices.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Text regarding company news.

COUS DU DOLLAR A TOKYO

Text regarding the dollar rate in Tokyo.

LONDRES

Text discussing the London market.

Text discussing the London market.

INDICES OUVRIERS

Text regarding workers' indices in London.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Text regarding company news in London.

COUS DU DOLLAR A TOKYO

Text regarding the dollar rate in London.

NEW YORK

Text discussing the New York market.

Text discussing the New York market.

INDICES OUVRIERS

Text regarding workers' indices in New York.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Text regarding company news in New York.

COUS DU DOLLAR A TOKYO

Text regarding the dollar rate in New York.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. LA SITUATION AU PORTUGAL
- 4. EUROPE
- 5. ASIE
- 6. AMÉRIQUES
- 7. OUTRE-MER
- 8. ÉDUCATION
- 9. SPORTS
- 10. JEUNESSE
- 11. MÉTÉOROLOGIE
- 12. FEUILLETON
- 13. PRESSE

### LE MONDE DES SCIENCES

Pages 9 et 10  
— L'exploration de Mars.  
— Le lait : stérilisation, pasteurisation et canalicule.  
— Le téléphone dans la poche.  
— Jeux mathématiques.

### 12-14. ARTS ET SPECTACLES

- 14. LES RÉGIONS
- 15. ÉQUIPEMENT ET REGIONS
- 16. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)  
Annonces classées (11 et 12)  
Anjou (8)  
Journal officiel (8)  
Météorologie (8)  
Mots croisés (8)  
France (17).

## NE VOULANT PAS CAUTIONNER LES ORIENTATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

### M. Marchais refuse de rencontrer le premier ministre belge

Chargé par les autres chefs d'Etat ou de gouvernement de la C.E.E. d'étudier « les perspectives d'avenir de l'union européenne », M. Tindemans, premier ministre de Belgique, sera à Paris les 22 et 23 septembre. Parmi les personnalités qu'il désire consulter figure M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui en a été informé par une lettre de l'ambassadeur de Belgique en France. Dans sa réponse, rendue publique par l'I.U.M.A. à Paris, M. Georges Marchais analyse en ces termes la mission de M. Tindemans :

« Cette mission consiste à rechercher les voies et moyens d'adopter la voie intégration européenne dans un ensemble supranational.

« Un tel projet, s'il était mené à terme, signifierait de graves atteintes à la liberté d'action et de la souveraineté de la France. Les propositions récemment formulées par la commission de Bruxelles confirment pleinement nos préoccupations. Nous considérons qu'il n'est pas acceptable que, sous prétexte de coopération, on aboutisse en dernière instance à dessiner notre pays de ses préférences essentielles en matière de politique économique, sociale et monétaire, de politique extérieure ou de défense, avant d'attribuer qui déterminent la libre détermination et la souveraineté de notre peuple. (...)

« De plus, loin de promouvoir l'indépendance de l'Europe à l'égard de tout bloc quel qu'il soit, tout dialogue qu'un tel union européenne s'inscrirait étroitement dans le cadre atlantique, dominé par les Etats-Unis. (...)

« En vérité, l'Union européenne ne pourrait signifier autre chose qu'une Europe de...

### M. CHIRAC A REÇU Mme FRANÇOISE GIROUD

M. Jacques Chirac s'est entretenu, le lundi 11 août, pendant une heure, avec Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine.

Interrogée sur le content de son entretien avec le premier ministre, le secrétaire d'Etat à la condition féminine a indiqué qu'il s'agissait d'un « entretien de routine ». « Il y a accord total avec le premier ministre », a-t-elle ajouté, « et il n'y a absolument pas de problème ».

Le numéro du « Monde » daté du 12 août 1975 a été tiré à 475 472 exemplaires.

Pour le week-end, faites vous plaisir. Louez une voiture chez Europcar : 645.21.25.

A B C D E F H

## EN BELGIQUE

### Baudouin 1<sup>er</sup> fête ses vingt-cinq ans de règne

De notre correspondant

Bruxelles — Le lundi 11 août, sans cérémonie officielle, la Belgique a célébré le vingt-cinquième anniversaire de l'avènement du roi Baudouin 1<sup>er</sup>. Le radio a diffusé une rétrospective et la prestation de serment, en 1950, d'un souverain de vingt ans. Jusqu'à sa majorité, pendant un an, il allait porter le titre de « prince royal » mais exerçait toutes ses prérogatives. Son père, le roi Léopold III, ne devait abdiquer définitivement que le 17 juillet 1951, l'apaisement étant intervenu entre temps et la nation s'étant regroupée autour de son fils.

Ainsi se déroula la « question royale », née le 7 mai 1945 lors de la libération du roi Léopold, prisonnier des Allemands dans une villa fortifiée du petit village de Strobil, près de Salsbourg. Après la capitulation de l'armée belge, le 28 mai 1940, Léopold III avait été incarcéré par le Wehrmacht dans son château de Laeken près de Bruxelles et, au lendemain du débarquement allié en Normandie, le 7 juin 1944, il avait été transféré au château de Hirschstein sur l'Elbe avec sa famille : la princesse de Réthy, qu'il avait épousée morganatiquement en décembre 1941, le prince Baudouin, héritier du trône, le prince Albert, la princesse Joséphine-Charlotte (actuelle grande-duchesse de Luxembourg), tous trois nés de la reine Astrid, tuée accidentellement à Koenigswinter en Suisse en août 1935, et le petit prince Alexandre, né en pleine guerre. Le 7 mars 1945, devant l'avance soviétique, Léopold et sa famille avaient été évacués sur Strobil dans les Alpes

autrichiennes. C'est là que, deux mois plus tard, les chars de la VII<sup>ème</sup> armée américaine allaient les libérer.

En principe Léopold III n'aurait eu qu'à faire ses valises pour rentrer en Belgique. Mais le pays, entre temps, s'était divisé sur l'attitude du roi pendant la guerre. Après la libération de Bruxelles, le 3 septembre 1944, le Parlement avait désigné un régent, le frère du roi, Charles, comte de Flandre, qui ne s'était jamais entendu avec Léopold. Le gouvernement était présidé par le général Achille Van Aken, démissionnaire en juillet dernier. Une partie de l'opinion publique reprochait au souverain de s'être marié, alors qu'il se considérait prisonnier, et qu'il avait été divisé sur l'attitude du roi pendant la guerre. Après la libération de Bruxelles, le 3 septembre 1944, le Parlement avait désigné un régent, le frère du roi, Charles, comte de Flandre, qui ne s'était jamais entendu avec Léopold. Le gouvernement était présidé par le général Achille Van Aken, démissionnaire en juillet dernier. Une partie de l'opinion publique reprochait au souverain de s'être marié, alors qu'il se considérait prisonnier, et qu'il avait été divisé sur l'attitude du roi pendant la guerre.

Enfin, en décembre 1960 encore, une semaine à peine après son mariage avec la comtesse de Méro et Aragon, Baudouin dut interrompre son voyage de noces pour « surveiller » la grande grève qui allait se prolonger pendant tout le mois de janvier 1961. Il se fonda de plus, dix ans après la « question royale », le divorce entre Flamands et Wallons allait se préciser, et André Renard, chef syndicaliste wallon, allait relancer la revendication fédéraliste. C'était un nouveau départ pour la « querelle des communaux », qui occupait depuis lors, depuis le mariage de la reine, le cœur des Belges, malgré la révision de la Constitution votée en 1970, et la loi de régionalisation « préparatoire » adoptée en 1974. Mais l'essentiel de la vie politique belge, ces vingt-cinq ans, a été la constatation que les Belges considéraient plus que jamais la dynastie comme le ciment de la nation.

Le ciment de la nation.

A la libération du roi, la « guerre des Belges » éclata au grand jour. Le souverain, mal informé de la situation réelle dans le pays, retarda son retour et choisit de s'installer avec sa famille à Frégny, près de Genève. Au lieu de résoudre le problème, une consultation populaire, organisée le 12 mars 1950, accentua le clivage. 57 % des Belges se prononcèrent pour le retour du roi, 42 % contre. Mais, si les « royalistes » étaient victorieux sur le plan national, le pays apparaissait nettement divisé : 72 % des Flamands souhaitaient le retour du souverain, 58 % des « wallons » en désirent le départ. Bruxelles était nu 52 %, mais, eu égard à la majorité de la ville, la majorité, et, le 22 juillet 1950, au lendemain de la fête nationale, les « royalistes » étaient victorieux sur le plan national, le pays apparaissait nettement divisé : 72 % des Flamands souhaitaient le retour du souverain, 58 % des « wallons » en désirent le départ. Bruxelles était nu 52 %, mais, eu égard à la majorité de la ville, la majorité, et, le 22 juillet 1950, au lendemain de la fête nationale, les « royalistes » étaient victorieux sur le plan national, le pays apparaissait nettement divisé : 72 % des Flamands souhaitaient le retour du souverain, 58 % des « wallons » en désirent le départ.

### LES DOUANIERS FRANÇAIS ONT REGAGNÉ LA GUÉRITÉ ESPAGNOLE DE BÉHOBIE

La grève du zèle des douaniers de Béhoobie aura été de courte durée et leur indignation d'avoir dû laisser arrêter, sans la pression de policiers espagnols armés, un millier de touristes, dont beaucoup de touristes belges. Le 4 août dernier, n'aura été que les de Noël. Alors même que M. Michel Fontanaud avait dit renoncer après cet incident aux contrôles de la douane française sur le territoire espagnol, les « courageux » douaniers français ont réouvert, le dimanche 10 août, sans rechigner, la guérité de Béhoobie, afin de « disposer d'installations appropriées pour la visite des voyageurs et de leurs bagages ».

Et de toute fierté nationale. Ces dispositions devraient permettre en tout état de cause de faire face dans de meilleures conditions aux points de trafic que ne manquera pas d'engendrer le retour des vacanciers à partir du 15 août, expliqué un communiqué de la direction régionale des douanes de Bayonne.

Un dialogue subtil est bien fait entre les douaniers — qui n'ont pas été mêlés à l'incident — et les policiers français qui restèrent en France, mais à ces points de trafic ne justifient-elles pas un peu trop vite cette recrudescence ?

B. D.

Un tuitariste de Johnny Hallyday, Gérard Mondon, vingt-huit ans, a été incarcéré, lundi à Bonneville (Haute-Savoie), sous l'inculpation de voies de fait à l'égard de la force publique dans l'exercice de ses fonctions. Dimanche dernier, à Thonon-les-Bains, M. Gérard Mondon avait, au cours d'une algare, décoché un coup de pied, sur la scène même où se produisait le chanteur, à un gardien de la paix, M. André Servage. L'état de ce dernier, qui a reçu des soins à l'hôpital, a nécessité trois semaines d'arrêt de travail.

## AUX ÉTATS-UNIS

### La cour d'appel de Washington invalide les surtaxes à l'importation des produits pétroliers

La cour d'appel fédérale du district de Columbia (Washington) — celle-là même qui consacra la perte de M. Nixon, en ne lui laissant d'autre issue qu'un recours à la Cour suprême — a déclaré illégales, par deux fois, la contre une, les mesures de surtaxe sur le brut et les produits pétroliers importés introduites par le président Ford depuis le début de l'année.

L'argument de la majorité — qui comprend une des figures les plus respectées de la magistrature fédérale, le juge Harold Leviathan — contredit pour l'essentiel la référence aux « pouvoirs présidentiels d'intercession » invoqués par M. Ford pour régler les quantitatifs des droits de douane. Ceux-ci sont, en droit constitutionnel américain, de la compétence du Congrès, qui, comme pour la négociation du Trade Act (le monde du 15 janvier 1975) ne s'en dessaisit que par délégation. En revanche, la Maison Blanche aurait pu, de sa propre autorité, décider des accords commerciaux à l'importation, ce qu'elle a voulu éviter par un système compliqué de surtaxes échelonnées et de prix « modulés » selon la provenance des carburants.

En procédant ainsi, elle a rompu, selon les juges, saisi du nord-est des Etats-Unis, le « régime de pouvoirs » institué par la Constitution. Toutefois, M. Ford sort indemne de cette infraction : la Cour reconnaît l'impossibilité de ses motifs et la sincérité de ses efforts pour faire face à la crise du pétrole. Son jugement ne représente d'ailleurs qu'un rappel à l'ordre. Il ne frappe pas directement de nullité les ressources déjà tirées des prélèvements exceptionnels inscrits au programme de M. Ford depuis son « message sur l'état de l'Union » du 15 janvier. Il se contente de les renvoyer au tribunal fédéral de première instance pour toute « action appropriée ».

La présidence a d'ailleurs réagi avec une grande modération à l'arrêt de la cour d'appel. Si elle

entend se pourvoir en révision pour faire constater qu'elle n'a pas commis, même involontairement, d'abus de pouvoir, elle ne se refuse pas à l'idée de renoncer aux surtaxes à l'importation quand il lui faudra, à la rentrée de septembre, décider du maintien ou de l'abandon des contrôles administratifs sur les hydrocarbures. — A. C.

### Le problème des fonds marins

#### M. KISSINGER SE PRONONCE POUR UN « ÉQUILIBRE DES INTERETS » A LA FUTURE AGENCE INTERNATIONALE.

Montréal (Reuter, A.P.). — M. Henry Kissinger a proposé en substance l'introduction du scrutin à votes pondérés dans la nouvelle agence des Nations unies, actuellement en chantier, consacrée à l'exploitation des fonds marins. « La gestion de l'exploitation et ses procédures de vote devraient refléter l'équilibre des intérêts des Etats participants », a déclaré le secrétaire d'Etat des Etats-Unis devant l'Association du barreau américain à Montréal mercredi 11 août. On fait remarquer que Washington qui est la première puissance des fonds marins propose une autre procédure que l'application du vote proportionnel à la future agence, à laquelle pourraient adhérer les cent trente-huit membres des Nations unies.

Selon M. Kissinger, les Etats-Unis feront tout pour que la conférence des Nations unies sur le droit de la mer puisse conclure ses travaux en 1976. Peu de jours se réservent de commencer, avec d'autres pays, l'exploration des fonds de la haute mer en vue d'une exploitation. Le secrétaire d'Etat s'est aussi déclaré contre une extension à 200 milles des eaux territoriales.

### Nouvelle chute de la livre

#### ACCUEIL RÉSERVÉ DES « NEUF » AU PLAN FRANÇAIS DE RETOUR AUX PARITÉS FIXES

Après sa nouvelle et récente ascension, le dollar s'est stabilisé à 4,925 F, contre 4,980-4,40 F lundi en fin d'après-midi. A Francfort, elle a valu 2,5820 DM, contre 2,59 DM, et à Zurich, 2,6580 FS, contre 2,69 FS.

Le livre sterling, qui, la nouvelle intervention de la Banque d'Angleterre, s'était un peu redressée en début de matinée, est tombée derechef au-dessous de la barre de 2,10 dollars.

Manifestement, le cours de 4,925 F pour un dollar paraît satisfaire les autorités monétaires françaises. Les achats de dollars effectués lundi par la Banque de France, de conserve avec d'autres banques centrales européennes (suisse, néerlandaise), délaissées, elles aussi, de ramener leurs monnaies à un niveau plus favorable vis-à-vis du deutschemark, mais aussi la proposition de la France à ses partenaires de la C.E.E. de se mettre d'accord sur un plan par étapes pour un retour à un système de parités fixes, incluent à penser.

Cette proposition, faite lors de la réunion du comité monétaire du Marché commun, qui préparait la réunion informelle des ministres des finances des Neuf le 22 août à Venise, a reçu un accueil très mitigé.

Il apparaît d'ores et déjà douteux que Paris, dont le sonnet est d'offrir un front commun avec la prochaine assemblée annuelle du Fonds monétaire en septembre, parvienne à ses fins. On apprend, d'autre part, que la Suisse a officiellement accepté de se rendre le 22 septembre à Bruxelles pour participer aux discussions concernant son éventuelle entrée dans le serpent européen.

### L'ÉVACUATION DES FRANÇAIS DU VIETNAM DU SUD COMMENCE MARDI

On s'attend à Paris, dans les milieux informés, que le pont aérien entre Saigon et Bangkok pour l'évacuation de plusieurs milliers de Français bloqués au Vietnam du Sud, commence ce mardi 12 août. Selon le correspondant de France Presse de Vientiane, la cavalerie de Royal Air Laos, affectée pour cette opération, a quitté mardi matin la capitale laotienne pour se rendre à Saiton via Bangkok. L'appareil évacuera, mardi, une soixantaine de Français. Le nombre des personnes candidates à l'évacuation est estimé à six mille. Français d'origine européenne et vietnamienne, auxquels s'ajouteront des ressortissants d'autres Etats.

### La mort de George Delamare

#### DU PILLIER NORD AUX « LIBRES PROPOS »

George Delamare, un des pionniers du journalisme parité, est mort lundi à Paris ; il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Après avoir collaboré à plusieurs quotidiens, dont le Petit Journal, Georges Delamare avait participé au lancement du premier « Journal parité », en octobre 1923, depuis le pillier nord de la tour Eiffel ; il y assurait un billet quotidien, « Propos en libre », en 1945 et les avait poursuivis jusqu'en 1973 (ils passaient, à l'époque, sur Inter-Variétés).

Les trajectoires, qui seront également des chroniques sur le magazine Point de vue-Images du monde et avait publié des romans, des poèmes, des œuvres dramatiques et des essais historiques, parmi lesquels « L'Empire oublié, l'Ombre de Mayerling et Vingt années sans guerre ».

### A Tahiti

#### TROIS RESSORTISSANTS AMÉRICAINS SONT ARRÊTÉS POUR TRAFIC DE DROGUE

Trois trajectoires de drogue américains, M. Robert Mac Donald, vingt-sept ans, fondé de pouvoir de l'United Bank en Californie, M. Craig Lockwood, trente-sept ans, représentant du compagnie aérienne Air Pacific, et M. James Marchison, vingt-sept ans, chef d'escorte, ont été arrêtés la semaine dernière à Papeete. Ils transportaient 7 à 8 kilos de cocaïne pure. Un quatrième homme a échappé à la police. Les trajectoires, qui seront également des chroniques sur le magazine Point de vue-Images du monde et avait publié des romans, des poèmes, des œuvres dramatiques et des essais historiques, parmi lesquels « L'Empire oublié, l'Ombre de Mayerling et Vingt années sans guerre ».

### En Irlande du Nord

#### NOUVEAUX HEURTS ENTRE PROTESTANTS ET FORCES DE L'ORDRE

Belfast (Reuter). — La tension reste vive en Irlande du Nord après les violents affrontements du week-end au cours desquels les troupes britanniques se sont opposées aux extrémistes catholiques et protestants (« le Monde » du 12 août). De nouveaux heurts ont eu lieu lundi 11 août dans des quartiers catholiques, faisant vingt-deux blessés. Plusieurs commissaires de police ont été attaqués dans les quartiers catholiques de la ville. Les incidents seraient commentés lorsque trois hommes furent arrêtés après avoir tenté de exhorter une foule de protestants au cours d'une manifestation. Les incidents seraient commentés lorsque trois hommes furent arrêtés après avoir tenté de exhorter une foule de protestants au cours d'une manifestation.

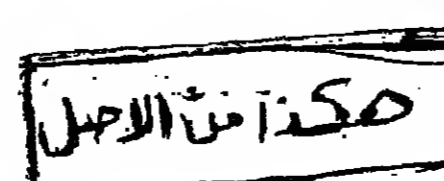
### Le massage thaïlandais à Paris

Des son plus jeune âge, la jeune fille asiatique est initiée à l'art subtil et millénaire du massage thaïlandais. Un massage très raffiné, pratiqué dans un bain d'eau tiède et parfumée, avec relaxation et étirements du thè au jasmin.

Prenez un rendez-vous personnel à l'Institut très luxueux de Claude Massard, rue de la Paix. Et offrez-vous le privilège de découvrir, vous aussi, toutes les subtilités du merveilleux massage thaïlandais.

- Massages sportifs par masseurs expérimentés
- Ionisation - Oxygénation - Bronzage
- Traitements spéciaux
- Massages thaïlandais

Institut Corporel Claude Massard  
6, rue de la Paix - 75002 Paris - Tél. 261.37.25/261.27.26



Transportement des Soviétiques au Spitzberg suscite l'indignation à Oslo

La détention des Soviétiques sur le Spitzberg

Le Congrès de Lisbonne

Il y a trois ans...